

Delfingen : la mobilisation des énergies et la transparence



Delfingen compte encore investir plus d'un million cette année sur le site d'Anteuil, siège social du Groupe automobile. Photo Jacques Balthazard

Le groupe Delfingen est sorti indemne de la crise frontale de 2008-2009. Secrets de fabrication d'une maison qui fait encore son miel ? Il n'y a en fait pas de secrets. Bernard Streit, p.-d.g. de Delfingen, n'a fait qu'agir avec son bon sens terrien et sa volonté sans cesse réaffirmée de sauver l'entreprise et tous les salariés sans exception aucune.

Directeur financier du groupe Delfingen Industry, Christophe Clerc a de bonnes raisons d'être confiant. Au plus fort de la crise de 2009, du fait de l'effondrement des ventes de véhicules, Delfingen, équipementier leader sur le marché des protections de faisceaux électriques pour l'industrie automobile, dont le siège social se trouve à Anteuil, dans le Doubs, a failli disparaître. Il s'en est fallu de peu. L'histoire vaut d'être contée.

Le chiffre d'affaires du groupe est, en quelques mois, tombé de 92 à 77 millions d'euros. Il sera de l'ordre de 122 millions d'euros en 2012. Il s'agit d'un chiffre d'affaires prévisionnel. Les comptes annuels n'ont pas encore été publiés. Ces résultats prévisionnels témoignent, compte tenu du contexte difficile d'aujourd'hui, de la bonne santé et la vigueur retrouvée de Delfingen.

Ne pas attendre d'être au pied du mur

Depuis la sortie de crise de 2009, Delfingen a fait de la croissance externe et renforcé ses positions en Amérique du Nord. Le pari s'est révélé gagnant. Aujourd'hui, Delfingen réalise 45 % de son chiffre d'affaires aux États-Unis, 45 autres pour cent en Europe et 10 % en Asie.

Très internationalisé avant la crise de 2009, le groupe Delfingen a investi de manière significative alors que le marché automobile était dans le creux de la vague aux États-Unis. L'entreprise franco-comtoise a eu le nez fin et a bénéficié immédiatement des effets de relance sur ce marché au cours de l'année passée.

Pressentant dès le mois de septembre 2009 que l'entreprise tout entière était menacée par l'effondrement spectaculaire de l'activité sur les marchés liés à l'automobile, Bernard Streit n'a pas attendu d'être au pied du mur. Le fondateur et actionnaire familial de Delfingen a pris aussitôt son bâton de pèlerin pour faire état de la situation critique dans laquelle se trouvait alors l'entreprise auprès des banques, partenaires, des pouvoirs publics et des collectivités locales.

Il se trouve qu'au moment où Bernard Streit venait demander de l'aide, était mise en place une véritable boîte à outils conçue et déployée pour permettre aux entreprises en difficulté de trouver les aides dont elles avaient besoin pour sortir de l'ornière. Aide-toi et le ciel t'aidera, dit l'adage. La démonstration a été faite que l'attitude volontariste et la forte personnalité de Bernard Streit ont permis de déplacer les montagnes. C'est peu dire venant d'un homme aux lointaines origines suisses.

Pour ce qui concerne Delfingen, l'outil adéquat a été rapidement trouvé compte tenu aussi du positionnement de l'entreprise au sein de la filière automobile : le Fonds de modernisation des équipementiers automobiles (FMEA), crédité d'une enveloppe de 600 millions d'euros, a volé, avec l'assentiment des constructeurs, au secours d'une entreprise considérée par ses compétences comme stratégique.

L'entrée au capital de Delfingen du FMEA, géré conjointement par les deux grands constructeurs français, Renault et PSA Peugeot Citroën, a apporté non seulement la trésorerie sans laquelle Delfingen ne pouvait espérer se redéployer, mais aussi, et cela n'a pas de prix, une véritable caution attestant du sérieux de l'entreprise et de son projet de redéploiement. Christophe Clerc insiste à juste titre sur le fait que dans l'adversité, il ne faut pas attendre que le ciel vous tombe sur la tête. Il faut de surcroît inspirer de la confiance, faire la démonstration que même pris dans la pire des tempêtes, le navire maintiendra le cap « contre vents et marées ».

L'exemple doit venir du haut

Autre point que tient à rappeler Christophe Clerc, il n'a pas été seulement nécessaire de convaincre les banquiers, les fournisseurs, les clients, les partenaires, l'État, les collectivités locales du bien fondé du projet, il a fallu en même temps passer un contrat social, gagner l'adhésion de tous les salariés pour mener cette bataille.

Pour ce faire, Bernard Streit et l'ensemble des cadres dirigeants ont exposé leur stratégie au personnel. Ils ont accepté de revoir leurs rémunérations à la baisse. L'effet électrochoc de cette annonce a amené l'ensemble de l'encadrement dans la mobilisation. Les cadres ont demandé, oui, demandé que leur rémunération soit revue à la baisse, sachant que celle des ouvriers et employés suivait la même tendance du fait même du chômage partiel.

Sorti de l'ornière, le groupe Delfingen a mis fin à ces mesures exceptionnelles, mais en ayant gagné une autre bataille, celle de la cohésion sociale. Cela n'a rien de surprenant dans une entreprise qui, depuis de longues années, s'est dotée d'une « charte éthique » fondée sur le respect des personnes, la solidarité et la lutte contre les inégalités.

le 25/01/2013 à 05:00 par JBD